

Art. 2. L'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service, fait à Bruxelles le 13 décembre 2002, est approuvé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juillet 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,
L. SANNEN

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents. — Projet de décret, 1708 - N° 1. — Amendement, 1708 - N° 2. — Rapport, 1708 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière, 1708 - N° 4.

Annales. — Discussion et adoption. Séance du matin du 8 juillet 2003 et séance du midi du 9 juillet 2003.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3217

[C - 2003/29415]

3 JUILLET 2003. — Décret relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret :

1. on entend par "O.N.E.", l'Office de la Naissance et de l'Enfance au sens du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.";

2. on entend par "opérateur de l'accueil", toute personne morale ou physique ne dépendant pas d'une personne morale, accueillant de manière régulière et en dehors d'un cadre privé les enfants conformément à l'article 2;

3. on entend par "CCA", une commission communale de l'accueil;

4. on entend par "programme CLE", un programme de coordination locale pour l'enfance;

5. on entend par "décret O.N.E.", le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.";

6. on entend par "Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse", l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse;

7. les délais en jours se comptent de minuit à minuit. Le jour de l'acte qui est le point de départ d'un délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable;

8. les délais en année se comptent de date à date. Toutefois, si le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 2. Le présent décret s'applique à l'accueil durant le temps libre des enfants en âge de fréquenter l'enseignement maternel, fréquentant l'enseignement primaire ou jusqu'à douze ans, à l'exception des périodes hebdomadaires qui relèvent de l'enseignement. L'accueil durant le temps libre comprend les activités autonomes encadrées et les animations éducatives, culturelles et sportives.

Art. 3. L'accueil des enfants durant le temps libre poursuit les objectifs suivants :

1. contribuer à un épanouissement global des enfants en organisant des activités de développement multidimensionnel adaptées à leurs capacités et à leurs rythmes;

2. contribuer à la cohésion sociale en favorisant l'hétérogénéité des publics dans un même lieu;

3. faciliter et consolider la vie familiale, notamment en conciliant vie familiale et professionnelle, en permettant aux personnes qui confient les enfants de les faire accueillir pour des temps déterminés dans une structure d'accueil de qualité.

Art. 4. L'O.N.E. assure, pour ce qui le concerne, la mise en œuvre des modalités prévues par le présent décret ou arrêtées en application de celui-ci par le Gouvernement.

Art. 5. La commune qui le souhaite réunit une CCA et établit un ou plusieurs programmes CLE, conformément aux dispositions du présent décret ou arrêtées en application de celui-ci par le Gouvernement.

CHAPITRE II. — *De la CCA*

Art. 6. § 1^{er}. La CCA est composée de minimum quinze et maximum vingt-cinq membres effectifs ayant voix délibérative, répartis en cinq composantes. Chaque composante est constituée du même nombre de représentants, sans préjudice de l'absence d'une ou plusieurs composantes due à son (leur) inexistence ou à son (leur) refus de siéger, soit :

1. des représentant(e)s du conseil communal dont le membre du collège des bourgmestre et échevins ou le membre du conseil communal désigné par le collège des bourgmestre et échevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire;
2. des représentant(e)s des établissements scolaires, organisés ou subventionnés par la Communauté française, qui dispensent un enseignement maternel ou primaire sur le territoire de la commune;
3. des représentant(e)s des personnes qui confient les enfants;
4. des représentant(e)s des opérateurs de l'accueil œuvrant sur le territoire de la commune qui se sont déclarés à l'O.N.E. en vertu de l'article 6 du décret O.N.E. sauf si ces opérateurs sont déjà présents au titre du 2;
5. des représentant(e)s des services, associations ou institutions qui sont agréés, reconnus ou affiliés à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu de dispositions décrétales ou réglementaires de la Communauté française autres que celles du décret O.N.E.

Siègent également au sein de la CCA, avec voix consultative :

1. le (la) coordinateur(trice) de l'accueil visé(e) à l'article 17 qui en assure le secrétariat;
2. un(e) représentant(e) de la province à laquelle appartient la commune ou de la Commission communautaire française, pour autant que celles-ci aient désigné leur représentant(e);
3. un coordinateur ou une coordinatrice des milieux d'accueil désigné(e) par l'administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E.;
4. toute personne invitée par la CCA.

§ 2. Les modalités de désignation des membres effectifs de la CCA sont arrêtées par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant selon les mêmes modalités. Le membre suppléant siège lorsque le membre effectif qu'il supplée est empêché. Chaque fois qu'il est empêché, le membre effectif appelle son suppléant à siéger. Si le membre effectif est démissionnaire avant l'expiration de son mandat, le membre suppléant achève le mandat en cours.

§ 3. La CCA est présidée par le membre du collège des bourgmestre et échevins ou le membre du conseil communal désigné par le collège des bourgmestre et échevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire ou par la personne qu'il désigne à cet effet.

§ 4. La CCA arrête à la majorité absolue son règlement d'ordre intérieur, lequel détermine ses modalités de fonctionnement, et notamment :

- les modes et délais de convocation,
- les procédures de délibération,
- la possibilité de mettre sur pied des sous-commissions.

Les procédures de délibération ne peuvent toutefois conduire à ce qu'une décision soit prise si elle n'emporte pas au moins la majorité absolue des suffrages exprimés au sein de la CCA.

Après en avoir informé la commission d'agrément visée à l'article 21, la commune convoque la première réunion de la CCA et les réunions suivantes, jusqu'à adoption du règlement d'ordre intérieur.

La CCA se réunit au moins deux fois par an.

Art. 7. La commune réalise ou fait réaliser un état des lieux comprenant une analyse des besoins conformément au modèle arrêté par le Gouvernement sur proposition de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, laquelle se base sur le canevas repris en annexe 1^{re}. La réalisation de cet état des lieux est coordonnée par le (la) coordinateur(trice) de l'accueil visé(e) à l'article 17.

La CCA examine cet état des lieux et propose, le cas échéant, les modifications qu'elle estime utiles.

La commune transmet copie de l'état des lieux, le cas échéant modifié, à l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse au plus tard cent cinquante jours après la première réunion de la CCA.

Art. 8. Sur la base de l'état des lieux, la commune établit une ou plusieurs propositions de programme CLE, déterminant au moins les points visés à l'article 15, § 1^{er}, au plus tard cent cinquante jours après la remise de l'état des lieux à l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse.

Art. 9. La ou les proposition(s) de programme CLE visée(s) à l'article 8 est (sont) transmise(s) à la CCA qui peut proposer des modifications.

La CCA transmet la ou les proposition(s) de programme CLE, telle(s) qu'éventuellement modifiée(s), à la commune endéans les soixante jours.

Toute proposition de programme CLE, visée à l'alinéa précédent, comprend les éventuelles notes de minorité formalisant par écrit une divergence ou un désaccord exprimé au moins par un des membres de la CCA en séance.

Art. 10. Au plus tard à la deuxième réunion du conseil communal qui suit l'échéance visée à l'article 9, alinéa 2, le conseil communal arrête sa décision sur la ou les proposition(s) de programme CLE visée(s) à l'article 9, alinéa 2.

Art. 11. La commune transmet à la commission d'agrément, visée à l'article 21, la ou les proposition(s) de programme CLE adoptée(s), accompagnée(s) des pièces relatives à son (leur) élaboration, et ce au plus tard dans les quinze jours qui suivent son(leur) adoption par le conseil communal.

CHAPITRE III. — *Du programme CLE**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 12. Le programme CLE est un programme de coordination locale pour l'enfance relatif à une zone géographique déterminée, concerté au niveau local, ayant reçu un agrément, mis en œuvre sous l'égide de la commune et qui vise le développement d'initiatives existantes et, s'il échet, la création de nouvelles initiatives qui rencontrent tout ou partie des besoins révélés par l'état des lieux.

La zone géographique, visée à l'alinéa 1^{er}, couvre au maximum le territoire de la commune, sans préjudice de l'article 42.

Art. 13. Les activités d'accueil relevant d'un programme CLE sont accessibles par priorité aux deux catégories d'enfants reprises ci-après, sans que l'une d'entre elles ne puisse être privilégiée par rapport à l'autre :

1. à l'ensemble des enfants qui résident sur le territoire de la commune;
2. à l'ensemble des enfants qui fréquentent un établissement scolaire, organisé ou subventionné par la Communauté française, établi sur le territoire de la commune.

Un opérateur de l'accueil qui participe à plus de cinq programmes CLE n'est pas tenu de rencontrer les dispositions prévues à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. Le programme CLE couvre, en fonction des besoins locaux, une ou plusieurs des périodes suivantes :

1. le temps avant et après l'école;
2. le mercredi après-midi;
3. le week-end;
4. les congés scolaires.

Toutefois, pour obtenir l'agrément, le programme CLE précise les modalités d'accueil prévues pour couvrir en semaine les périodes après l'école jusqu'au moins dix-sept heures trente.

Section 2. — Du contenu du programme CLE

Art. 15. § 1^{er}. Le programme CLE détermine au moins :

1. les opérateurs de l'accueil qui participent au programme CLE;
2. les besoins d'accueil révélés par l'état des lieux visé à l'article 7, qui ne sont rencontrés par aucun opérateur de l'accueil repris au 1. S'il s'agit de besoins d'accueil en semaine après l'école jusqu'au moins dix-sept heures trente, le programme CLE précise les motifs qui justifient qu'une réponse n'y soit pas apportée;
3. les modalités de collaboration entre opérateurs de l'accueil qui participent au programme CLE;
4. les modalités d'information aux usagers potentiels sur le programme CLE, et particulièrement en ce qui concerne l'organisation concrète de l'accueil des enfants;
5. les modalités de répartition des moyens communaux affectés au programme CLE, ainsi que les montants minima de ceux-ci, et les modalités de répartition des autres moyens publics y attribués hormis les moyens octroyés par la Communauté française. S'il y a mutualisation des participations financières des personnes qui confient les enfants, le programme CLE précise en outre les modalités de répartition des moyens générés par celles-ci, en fonction des activités d'accueil, notamment du nombre d'enfants accueillis et de la durée de l'accueil par opérateur de l'accueil qui participe au programme CLE.

§ 2. Pour chacun des opérateurs de l'accueil visés au § 1^{er}, 1., le programme CLE précise au moins en annexe :

1. l'adresse du siège, sa forme juridique, son numéro de compte bancaire et les coordonnées du (de la) responsable du pouvoir organisateur;
2. le projet d'accueil;
3. les reconnaissances, agréments ou autorisations obtenues par ou en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire de la Communauté française ou l'affiliation à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire de la Communauté française;
4. les lieux où peuvent être accueillis les enfants;
5. s'il échet, les modes, en ce compris l'encadrement, et durées prévisibles de déplacements;
6. l'offre et les activités d'accueil par lieu et par périodes durant lesquelles les enfants sont accueillis, en y distinguant les activités existantes qui ont déjà fait l'objet du relevé établi par l'état des lieux visé à l'article 7 des nouvelles activités qui sont ou vont, le cas échéant, être organisées pour répondre à tout ou partie des besoins d'accueil révélés par cet état des lieux;
7. le taux d'encadrement pratiqué par lieu d'accueil;
8. la qualification du personnel par lieu d'accueil;
9. les montants des participations financières des personnes qui confient les enfants par activité d'accueil, fixés conformément à l'article 32 et le montant des subventions perçues par l'opérateur de l'accueil pour les activités visées au 6;
10. s'il échet, une demande d'agrément en application de l'article 27.

Les points 2., 3., 4. et 6. font partie intégrante du programme CLE.

Le déplacement qui précède ou qui suit immédiatement les périodes hebdomadaires qui relèvent de l'enseignement et qui vise à conduire les enfants depuis ou vers un lieu d'accueil, à l'exception de celui depuis ou vers le lieu de résidence, ne peut être organisé que sur le territoire de la zone géographique du programme CLE et est encadré de manière adaptée et d'une durée maximale déterminée par le Gouvernement.

Toutefois, la personne qui confie l'enfant peut autoriser qu'il soit dérogé à la durée maximale prévue en vertu de l'alinéa 2.

CHAPITRE IV. — *De la qualité au sein du programme CLE**Section 1^{re}. — De l'encadrement*

Art. 16. § 1^{er}. L'opérateur de l'accueil qui participe au programme CLE garantit la présence d'un(e) responsable de projet d'accueil, qui peut également assurer une fonction d'accueillant(e).

En assurant un encadrement au moins égal à celui qu'il assurait l'année précédente, l'opérateur qui participe au programme CLE tend à assurer la présence minimum :

1. d'un(e) accueillant(e) par tranche entamée de dix-huit enfants si les périodes d'accueil sont de moins de trois heures consécutives ou suivent les heures de cours jusque dix-neuf heures;
2. d'un(e) accueillant(e) par tranche entamée de huit enfants si les enfants ont moins de six ans et que les périodes d'accueil sont de plus de trois heures consécutives;
3. d'un(e) accueillant(e) par tranche entamée de douze enfants si les enfants ont six ans ou plus et que les périodes d'accueil sont de plus de trois heures consécutives.

L'alinéa 2 ne s'applique pas aux opérateurs de l'accueil qui ne sont pas agréés en vertu du présent décret mais qui sont agréés, reconnus ou autorisés ou qui sont affiliés à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu d'une autre disposition décrétable ou réglementaire de la Communauté française.

Toutefois, l'alinéa 2 s'applique aux opérateurs de l'accueil qui sont des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française et des organisations d'éducation permanente reconnues en vertu du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs.

En présence de plus de six enfants, chaque opérateur de l'accueil pour ses lieux d'accueil garantit la présence minimum de deux adultes ou le fait qu'un deuxième adulte puisse être présent dans un délai raisonnable d'intervention.

§ 2. Chaque lieu d'accueil au sein du programme CLE est encadré par un (une) responsable de projet d'accueil, sous la responsabilité de l'opérateur de l'accueil. Un(e) même responsable peut encadrer plusieurs implantations différentes d'un opérateur de l'accueil qui participe au programme CLE.

Dans le respect des objectifs visés à l'article 3, le (la) responsable de projet est au moins chargé(e) du suivi des accueillant(e)s, de l'organisation de la concertation de l'équipe des accueillant(e)s, de l'information des enfants et des personnes qui confient l'enfant, de la planification des activités quotidiennes, en ce compris leur encadrement.

§ 3. Dans le respect des objectifs visés à l'article 3, les accueillant(e)s au sein du programme CLE assurent habituellement l'accueil des enfants, l'animation et l'encadrement des activités, le suivi des contacts avec les personnes qui les confient.

Art. 17. Chaque programme CLE est préparé, mis en œuvre et évalué avec le soutien d'au moins un coordinateur ou une coordinatrice de l'accueil affecté par la commune ou, le cas échéant, par plusieurs communes ou encore par une a.s.b.l. conventionnée, à condition que cette convention précise dans son cahier des charges que les missions de coordination dévolues à la commune, en application du présent décret, sont confiées à cette a.s.b.l.

Dans le respect des objectifs visés à l'article 3, les missions du (de la) coordinateur(trice) de l'accueil sont notamment :

1. coordonner la réalisation de l'état des lieux conformément à l'article 7;
2. assurer le lien avec tous les opérateurs de l'accueil et leurs responsables de projet d'accueil;
3. assurer le lien avec tous les acteurs concernés par l'enfance dans les secteurs sportif, culturel, de jeunesse et d'éducation permanente;
4. assurer le lien avec la population concernée;
5. impulser un travail en partenariat;
6. aider sous la responsabilité du membre du collège des bourgmestre et échevins ou du membre du conseil communal désigné par le collège des bourgmestre et échevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire, à l'élaboration de la (des) proposition(s) de programme CLE visée(s) à l'article 8 et de la (des) proposition(s) de modification du programme CLE visée(s) à l'article 31 et faire des propositions en vue d'une politique locale d'accueil cohérente et globale accessible à tous les enfants;
7. assurer le secrétariat de la (des) CCA dont il fait partie.

Section 2. — De la formation du personnel

Art. 18. Au sein du programme CLE, les enfants accueillis par les opérateurs de l'accueil sont encadrés par du personnel qualifié. Par personnel qualifié on entend :

1. Les accueillant(e)s qui ont suivi une formation initiale leur donnant les notions de base dans au moins les domaines suivants :

- a) connaissance de l'enfant et de son développement global;
- b) capacité de prendre en considération de façon adéquate les partenaires de l'enfant dont les personnes qui confient l'enfant;
- c) définition du rôle de l'accueillant(e) et du milieu d'accueil;
- d) connaissance théorique et pratique des notions telles que l'enfant et le groupe, la dimension interculturelle, le dispositif d'aide et de prise en charge à l'égard de la maltraitance, les types d'activités, les techniques d'animation et les premiers soins.

La liste des titres, diplômes, certificats ou brevets attestant de cette formation de base est arrêtée par le Gouvernement.

2. Les responsables de projet d'accueil au sein du programme CLE ont suivi une formation initiale leur donnant les notions de base leur permettant au moins d'être à même :

- a) d'élaborer un projet d'accueil avec leur équipe;
- b) de mobiliser des ressources extérieures et de créer un réseau avec d'autres milieux d'accueil;
- c) de concevoir l'organisation interne du milieu d'accueil en fonction de son projet d'accueil;
- d) d'élaborer des modalités concrètes de contacts avec les personnes qui confient les enfants;
- e) d'accompagner la formation d'éventuels stagiaires;
- f) d'assurer la direction d'équipe;
- g) de gérer le projet, y compris sa dimension administrative et financière.

La liste des titres, diplômes, certificats ou brevets attestant de cette formation est arrêtée par le Gouvernement.

Les points 1 et 2 de l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas aux opérateurs de l'accueil qui ne sont pas agréés en vertu du présent décret mais qui sont agréés, reconnus ou autorisés ou qui sont affiliés à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu d'une autre disposition décrétole ou réglementaire de la Communauté française.

Toutefois, les points 1. et 2. de l'alinéa 1^{er} s'appliquent également aux opérateurs de l'accueil qui sont des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française et des organisations d'éducation permanente reconnues en vertu du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Art. 19. Par dérogation à l'article 18, les accueillant(e)s qui ne disposent pas d'un des titres, diplômes, certificats ou brevets attestant des formations visées à l'article 18, sont réputé(e)s satisfaire à ce même article pour une durée unique de trois ans. Au cours de ce délai, ils (elles) devront justifier d'une formation continuée de minimum cent heures. Ladite formation continuée porte sur les contenus de formation visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1.

Pour l'application du présent décret, les personnes ayant assumé une fonction de responsable de projet d'accueil, qui justifient d'une expérience utile d'au moins trois années attestée par l'O.N.E. dans cette fonction, sont assimilées au personnel porteur d'un titre, diplôme, certificat ou brevet visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2.

Néanmoins, ces personnes suivront une formation continuée de minimum cent heures dans la période de trois ans qui suit leur assimilation au sens de l'alinéa 2. Cette formation portera sur les notions de bases visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2.

Art. 20. Les accueillant(e)s et responsables de projet d'accueil au sein du programme CLE poursuivent en cours de carrière, et par période de trois ans, une formation continuée d'un minimum de cinquante heures.

Au moins tous les trois ans, le Gouvernement arrête un programme de formations continues, sur la proposition de l'O.N.E. L'O.N.E. transmet sa proposition au Gouvernement pour le 30 avril au plus tard.

Ce programme porte sur l'approfondissement des notions de base acquises durant la formation initiale visée à l'article 18, notamment l'élaboration du projet d'accueil, le rôle de l'accueillant(e), l'encadrement des enfants, l'évolution des pratiques pédagogiques.

La mise en œuvre du programme est confiée aux opérateurs de formation suivants : l'O.N.E., les organismes de formation agréés à cet effet par le Gouvernement selon des modalités arrêtées par lui, pris avis de l'O.N.E., lequel est donné endéans le mois, ou les organismes habilités à délivrer les titres, diplômes, certificats ou brevets visés à l'article 18.

Les heures de formation continuée suivies par les accueillant(e)s et responsables de projet d'accueil au sein du programme CLE dans le cadre du programme de formation élaboré par l'O.N.E. pour l'accueil des enfants de moins de six ans sont prises en compte dans le minimum d'heures visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — De l'agrément

Section 1^{re}. — De la commission d'agrément

Art. 21. Il est créé pour l'ensemble de la Communauté française une commission d'agrément chargée de remettre des avis sur les demandes d'agrément des programmes CLE et des opérateurs de l'accueil, les demandes de modification des programmes CLE ainsi que de traiter des plaintes.

Art. 22. La commission d'agrément est composée comme suit :

1. de l'administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. ou son (sa) représentant(e);
2. du (de la) coordinateur(trice) de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, ou son (sa) représentant(e);
3. d'un(e) représentant(e) de l'Union des villes et communes de Wallonie et d'un(e) représentant(e) de l'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;
4. du (de la) président(e) et du (de la) vice-président(e) du Conseil général de l'enseignement fondamental visé à l'article 21 du décret du 14 avril 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, ou de leur représentant(e);
5. d'un(e) représentant(e) des opérateurs de l'accueil en Région wallonne et d'un(e) représentant(e) des opérateurs de l'accueil en Région bruxelloise, désigné(e)s par les unions et fédérations représentatives d'opérateurs de l'accueil du secteur de l'accueil de l'enfance;
6. d'un(e) représentant(e) des services, associations ou institutions qui sont agréés, reconnus ou affiliés à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu de dispositions décrétoles ou réglementaires de la Communauté française autres que celles du décret O.N.E., désigné(e) par les fédérations d'employeurs des secteurs sportif et socioculturel;
7. d'un(e) représentant(e) désigné(e)s par les organismes représentant les travailleurs du secteur public et d'un(e) représentant(e) désigné(e)s par les organismes représentant les travailleurs du secteur privé;
8. un(e) représentant(e) désigné(e) par le Conseil de la jeunesse d'expression française;
9. d'un(e) expert(e) désigné(e) par le (la) Ministre de l'Enfance.

La commission est présidée par l'administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. En son absence, son (sa) représentant(e) préside la séance.

Les services de la commission sont dirigés sous l'autorité de son (de sa) président(e) par un(e) secrétaire permanent(e) désigné par le Gouvernement. Le (la) secrétaire permanent(e) assiste aux travaux de la commission d'agrément.

Le Gouvernement arrête le cadre, le statut, la rémunération, les indemnités et les dispositions relatives au recrutement, à la nomination et la promotion du personnel de la Commission.

Le recrutement sera opéré par appel public, présélection et classement externes.

Sans préjudice des alinéas 3 et 4, la commission est assistée, notamment dans la préparation administrative des dossiers et pour ce qui concerne le secrétariat, par les services de l'O.N.E. Elle procède à toute audition qu'elle estime nécessaire.

La commission délibère à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix, celle du président ou de la présidente est prépondérante. Des notes de minorités peuvent être jointes à la délibération formalisant par écrit une divergence ou un désaccord exprimé au moins par un des membres de la commission d'agrément en séance.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3., 4., 5., 6., 7., 8. et 10. bénéficient d'un jeton de présence par séance de travail de la commission d'agrément, dont le montant est arrêté par le Gouvernement. Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances.

Ces mêmes membres ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour pour leur participation aux réunions de la commission, dans les conditions et suivant les taux fixés par la réglementation en la matière applicables aux membres du personnel des ministères. A cet effet, ils sont assimilés aux membres du personnel des ministères titulaires d'un grade classé au rang 12.

Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur de la commission sur la proposition de celle-ci.

Section 2. — De l'agrément du programme CLE

Art. 23. Dans les nonante jours qui suivent la réception de la proposition de programme CLE, visée à l'article 11, et des pièces relatives à son élaboration, la commission d'agrément les transmet au (à la) président(e) de l'O.N.E. accompagnées d'un avis quant à la conformité du contenu, visé à l'article 15, de ladite proposition au présent décret et à son adéquation aux éléments établis par l'état des lieux.

Toutefois, lorsque la proposition de programme CLE est examinée pour la première fois, si l'avis est négatif, la commission d'agrément renvoie ladite proposition à la commune en lui faisant part de ses observations. Celle-ci, endéans un délai de soixante jours à dater de la date d'envoi, modifie la proposition de programme CLE et la transmet accompagnée des pièces relatives à la modification à la commission d'agrément. A cet effet, la commune saisit la CCA pour avis sur toute proposition de modification. La CCA remet son avis, accompagné, s'il échet, d'une ou plusieurs notes de minorité, au (à la) bourgmestre endéans les trente jours.

La commission d'agrément dispose d'un délai de soixante jours à dater de la date de réception des modifications pour rendre son avis au (à la) président(e) de l'O.N.E., accompagné des rétroactes.

Art. 24. Dans les soixante jours qui suivent la réception de l'avis de la commission d'agrément, l'O.N.E. communique sa décision quant à l'agrément à la commune et à la commission d'agrément.

Si l'O.N.E. refuse l'agrément, il indique à la commune les étapes qui sont à recommencer.

Art. 25. L'agrément est valable pour une période de cinq ans, sous réserve de l'article 28. Il est renouvelable conformément à l'article 26.

Art. 26. Au plus tard un an avant le terme de la période d'agrément, la commune convoque la CCA en vue d'adopter un nouveau programme CLE.

Section 3. — De l'agrément des opérateurs de l'accueil

Art. 27. Un opérateur de l'accueil déterminé dans le programme CLE qui assure l'accueil d'enfants pendant au minimum deux heures par jour d'activité programmée durant les semaines de cours et/ou pendant au minimum quatre heures par jour d'activité programmée durant les weekends ou les périodes de congés scolaires, peut demander à être agréé. L'O.N.E. l'agrée après vérification de ce qu'il rencontre les dispositions prévues par le présent décret et après agrément du programme CLE qui le concerne. L'agrément porte sur le contenu de l'annexe visée à l'article 15, § 2, qui concerne cet opérateur de l'accueil.

En outre, si cet opérateur est agréé, reconnu, autorisé ou affilié à une organisation ou fédération agréée ou reconnue par ou en vertu d'une autre disposition décrétole ou réglementaire de la Communauté française, l'O.N.E. l'agrée après vérification de ce que l'annexe visée à l'article 15, § 2, porte sur un projet d'accueil, une offre d'accueil et des activités spécifiques qui ne font pas l'objet de l'agrément, la reconnaissance ou l'autorisation précitée et que l'opérateur de l'accueil tienne une comptabilité séparée propre au projet pour lequel il sollicite un agrément dans le cadre du présent décret.

Lorsque la demande d'agrément émane d'un nouvel opérateur de l'accueil ou d'un opérateur de l'accueil déterminé par le programme CLE qui se propose de rencontrer des besoins d'accueil visés à l'article 15, § 1^{er}, 2., une modification du programme CLE est introduite selon la procédure visée à l'article 31. Cette modification porte sur le point 2, et, le cas échéant, sur les points 1., 3., 4. et 5. de l'article 15, § 1^{er}, et sur l'ajout ou la modification d'une annexe, telle que visée à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, relative à cet opérateur de l'accueil. Après agrément du programme CLE ainsi modifié, l'O.N.E. agrée l'opérateur de l'accueil après vérification de ce qu'il rencontre les dispositions prévues par le présent décret.

Pour l'application des alinéas 1^{er} à 3, l'agrément ne peut être accordé à une personne morale de droit privé que si elle est constituée en association sans but lucratif.

Section 4. — Du retrait d'agrément du programme CLE

Art. 28. Si le programme CLE ou le présent décret ne sont pas respectés, après avis de la commission d'agrément rendu d'initiative ou dans le délai déterminé par l'O.N.E., celle-ci ayant entendu le (la) représentant(e) de la commune, l'O.N.E. met la commune en demeure par lettre recommandée de s'y conformer dans un délai qu'il fixe, lequel ne peut être inférieur à soixante jours.

Si au terme du délai fixé, la commune ne se conforme pas au programme CLE ou au présent décret, l'O.N.E. suspend les subventions visées à l'article 34 jusqu'au moment de la mise en conformité au programme CLE ou au présent décret, ou retire l'agrément. Les subventions ne sont pas dues pour la période de suspension.

Le retrait d'agrément d'un opérateur de l'accueil ne peut donner lieu à un retrait d'agrément du programme CLE.

Section 5. — Du retrait d'agrément d'un opérateur de l'accueil

Art. 29. Si un opérateur de l'accueil ne rencontre plus les dispositions prévues par le présent décret, celui-ci ayant été entendu par la commission d'agrément, l'O.N.E. le met en demeure par lettre recommandée de s'y conformer dans un délai qu'il fixe, lequel ne peut être inférieur à dix jours et supérieur à 75 jours prorogables sur la demande dûment motivée de l'opérateur de l'accueil.

Si au terme du délai fixé, l'opérateur de l'accueil ne se conforme pas à la mise en demeure, l'O.N.E. suspend les subventions visées aux articles 35 à 37 jusqu'au moment de la mise en conformité, ou retire l'agrément. Les subventions ne sont pas dues pour la période de suspension.

Section 6. — De l'évaluation et de la modification du programme CLE

Art. 30. La commune réalise ou fait réaliser, deux ans après l'agrément du programme CLE et deux ans après la première évaluation, un rapport d'évaluation relatif au programme CLE. Ledit rapport est transmis à la CCA, laquelle propose, le cas échéant, les modifications qu'elle estime utiles.

La commune transmet le rapport d'évaluation, le cas échéant modifié, à la commission d'agrément.

Art. 31. Une fois le programme CLE agréé, il peut être modifié sur la proposition de la commune.

Ladite proposition de modification est soumise à la CCA qui, si elle estime qu'aucune modification ne doit être apportée à la proposition qui lui a été soumise, la transmet à la commission d'agrément au plus tard dans les dix jours qui suivent son examen de la modification, accompagnée, s'il échet, d'une ou plusieurs notes de minorité.

Si la CCA souhaite proposer des modifications, celles-ci sont transmises, accompagnées s'il échet, d'une ou plusieurs notes de minorité, au (à la) bourgmestre endéans les trente jours.

Au plus tard à la deuxième réunion du conseil communal qui suit la transmission visée à l'alinéa précédent, le conseil communal arrête sa décision sur ces modifications. La commune transmet à la commission d'agrément la proposition de modification du programme CLE accompagnée des pièces relatives à son élaboration, et ce au plus tard dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'adoption de la proposition de programme CLE par le conseil communal.

Endéans les soixante jours qui suivent la réception de la proposition de modification et des pièces relatives à son élaboration à la commission d'agrément, celle-ci les transmet au (à la) président(e) de l'O.N.E. accompagnées de son avis quant à la conformité de ladite proposition au présent décret et à son adéquation aux éléments établis par l'état des lieux. L'O.N.E. décide de l'agrément et en informe la commission d'agrément et la commune endéans les trente jours de la réception dudit avis.

*CHAPITRE VI. — De la participation financière
des personnes qui confient les enfants au sein du programme CLE*

Art. 32. Les montants de la participation financière des personnes qui confient les enfants sont déterminés par chaque opérateur de l'accueil qui participe au programme CLE en respectant les principes énoncés aux alinéas suivants, sans préjudice des montants pris en application de l'article 5, 4., du décret O.N.E.

Aucune distinction dans la participation financière demandée ne peut être opérée sur la base de la résidence ou du domicile des enfants ou de ceux des personnes qui les confient lorsqu'ils résident ou sont domiciliés dans d'autres communes.

L'activité peut être gratuite. Lorsque l'activité est payante, les opérateurs de l'accueil qui participent au programme CLE peuvent pratiquer des réductions, notamment en faveur des familles nombreuses et des familles disposant de faibles revenus. Ils informent les personnes qui confient les enfants des montants demandés et des réductions applicables.

Les montants de la participation financière demandée ne peuvent être supérieurs à un montant arrêté par le Gouvernement pour un accueil de moins de trois heures par jour.

*CHAPITRE VII. — Du financement des programmes CLE
et des opérateurs de l'accueil par la Communauté française*

Section 1^{re}. — De la formation

Art. 33. Conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement, des subventions sont accordées par l'O.N.E. aux organismes de formation agréés conformément à l'article 20, alinéa 4, en vue de mettre en œuvre le programme de formations continues visé à l'article 20.

Section 2. — Des subventions de coordination au sein des programmes CLE

Art. 34. Chaque commune, dès la première réunion de la CCA, bénéficie d'une subvention annuelle forfaitaire de coordination destinée à la rémunération du coordinateur ou de la coordinatrice de l'accueil ainsi qu'à ses frais de fonctionnement, notamment des frais de courrier, de déplacement et d'achat de petit matériel.

Cette subvention est de dix-neuf mille euros. Pour les communes comptant au total au moins quatre mille enfants de trois à douze ans domiciliés sur leur territoire, la subvention est majorée de dix-neuf mille euros par tranche entamée de deux mille enfants au delà des quatre mille premiers enfants, à concurrence de maximum trois tranches. Pour les communes comptant au total de 2 000 à 3 999 enfants, cette subvention est majorée de 1.000 euros.

Lorsque la mission de coordination est confiée à une a.s.b.l., conformément à l'article 17, alinéa 1^{er}, la subvention annuelle forfaitaire de coordination, visée à l'alinéa 1^{er} du présent article, est versée à cette a.s.b.l.

Si le nombre annuel de réunions visé à l'article 6, § 4, alinéa 4, n'est pas respecté, si les délais de l'élaboration du programme CLE visés au chapitre II et au chapitre V, Section II ne sont pas respectés, si le projet de programme CLE n'est pas agréé au terme de la procédure d'agrément ou si l'agrément est retiré, cette subvention n'est plus due et fait, s'il échet, l'objet d'une récupération pro tempore, les trois mois, qui suivent le non respect du nombre (20) annuel de réunions de la CCA ou d'un délai, le refus ou le retrait d'agrément du programme CLE, restant dus.

*Section 3. — Des subventions aux opérateurs de l'accueil**Sous-section 1^{re}. — Du fonctionnement*

Art. 35. Des subventions forfaitaires de fonctionnement contribuent au financement des opérateurs de l'accueil agréés en vertu du présent décret et qui couvrent les périodes après l'école jusqu'au moins dix-sept heures trente. Ces subventions sont destinées aux frais de fonctionnement ainsi qu'aux frais d'engagement de personnel visé à l'article 16, §§ 2 et 3.

Ces subventions forfaitaires de fonctionnement sont dues dès l'agrément de l'opérateur de l'accueil et versées à la fin de chaque trimestre comptable de l'O.N.E.

La subvention forfaitaire de fonctionnement est calculée par l'O.N.E. sur la base du nombre d'enfants fréquentant par jour les activités d'accueil durant les périodes visées à l'alinéa 1^{er}.

Ce nombre est certifié sur l'honneur par l'opérateur de l'accueil et communiqué à l'O.N.E.. Ne sont pas comptabilisés dans ce nombre les enfants pris en compte pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil subventionnés en vertu de l'article 3 du décret O.N.E.

L'O.N.E. informe la commune du détail de la subvention octroyée à chaque opérateur de l'accueil. La commune transmet cette information aux membres de la CCA.

Le Gouvernement arrête les modalités pratiques et administratives d'octroi et de justification ainsi que, dans le respect des décrets budgétaires, le montant forfaitaire journalier par enfant de cette subvention.

Sous-section 2. — De la différenciation positive et de l'impulsion

Art. 36. § 1^{er}. Des subventions de différenciations positives sont accordées aux opérateurs de l'accueil agréés en vertu du présent décret pour l'accueil d'enfants de milieux défavorisés sur le plan socio-économique organisé durant les périodes après l'école jusqu'à dix-sept heures trente.

Par enfant de milieux socio-économiques défavorisés, on entend l'enfant appartenant à un milieu familial pour lequel la somme des revenus nets de la (des) personne(s) investie(s) de l'autorité parentale à l'égard de l'enfant est inférieure ou égale au montant maximum prévu comme revenu minimum mensuel moyen garanti.

Ces subventions sont versées à la fin de chaque trimestre comptable de l'O.N.E. Elles sont calculées sur la base du nombre d'enfants de milieux défavorisés sur le plan socio-économique fréquentant par jour les activités d'accueil durant les périodes visées à l'alinéa 1^{er}. Ces nombres sont certifiés sur l'honneur par l'opérateur de l'accueil et communiqués par lieu d'accueil à l'O.N.E.. Ne sont pas comptabilisés dans ce nombre les enfants pris en compte pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil subventionnés en vertu de l'article 3 du décret O.N.E.

L'O.N.E. informe la commune du détail de la subvention octroyée à chaque opérateur de l'accueil. La commune transmet cette information aux membres de la CCA.

Le Gouvernement arrête les modalités pratiques et administratives d'octroi ainsi que, dans le respect des décrets budgétaires, le montant forfaitaire journalier par enfant de cette subvention.

§ 2. Les opérateurs de l'accueil qui bénéficient de ces subventions de différenciations positives pratiquent des réductions pour les enfants visés au § 1^{er}, alinéa 2, sur la participation financière des personnes qui les confient au moins égales à la moitié du montant de la subvention de différenciations positives perçues pour eux-ci, sans préjudice des autres réductions opérées par les opérateurs de l'accueil en application de l'article 32, alinéa 3.

Art. 37. Des subventions d'impulsion sont accordées à l'opérateur de l'accueil agréé en vertu du présent décret et qui développe des nouvelles activités, telles que visées à l'article 15, § 2, 6., à condition de rencontrer les deux conditions suivantes :

1. ces nouvelles activités correspondent à un besoin prioritaire de programmation déterminé par le Gouvernement, fondé sur un état des lieux et une analyse des besoins en Communauté française réalisés par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse sur la base des états des lieux transmis par les communes conformément à l'article 7;

2. la commission d'agrément a remis un avis positif sur l'adéquation de ces nouvelles activités aux besoins prioritaires de programmation visés au 1.

Ces subventions d'impulsion sont versées à la fin du premier trimestre comptable de l'O.N.E. qui suit le démarrage effectif des activités d'accueil. Elles sont dues pour les quatre premiers trimestres d'activités. Elles couvrent des frais de fonctionnement et d'équipement liés à ces nouvelles initiatives.

Elles sont calculées sur base du nombre d'enfants susceptibles d'être accueillis dans le cadre de l'agrément accordé aux opérateurs.

L'O.N.E. informe la commune du détail de la subvention octroyée à chaque opérateur de l'accueil. La commune transmet cette information aux membres de la CCA.

Le Gouvernement arrête les modalités pratiques et administratives d'octroi ainsi que, dans le respect des décrets budgétaires, le montant forfaitaire de cette subvention.

CHAPITRE VIII. — Des plaintes

Art. 38. Une plainte peut être adressée à la commission d'agrément par toute personne morale ou physique justifiant d'un intérêt. La CCA concernée est informée par la commission d'agrément du dépôt de cette plainte et de son résultat.

Art. 39. Les plaintes portent soit sur la non-sélection en qualité d'opérateur de l'accueil en application de l'article 15, § 1^{er}, 1., soit sur le non-respect de la procédure d'élaboration du programme CLE visée aux articles 6 à 11, soit sur le non-respect de la procédure de modification du programme CLE visée à l'article 31, soit sur le non-respect des autres dispositions du présent décret ou du programme CLE.

Si la plainte porte sur le non-respect de la procédure d'élaboration du programme CLE visée aux articles 6 à 11, en ce compris la non-sélection en qualité d'opérateur de l'accueil en application de l'article 15, § 1^{er}, 1., elle est adressée au plus tard dans les trente jours qui suivent l'adoption par le conseil communal de la proposition de programme CLE, visée à l'article 10. La commission d'agrément rend son avis au (à la) président(e) de l'O.N.E. sur la plainte endéans les trente jours qui suivent la réception de celle-ci. L'O.N.E. statue et communique sa décision à la commune et à la commission d'agrément endéans les trente jours de la réception de l'avis. S'il accueille la plainte, il indique les étapes qui doivent être recommencées.

Si la plainte porte sur le non-respect de la procédure de modification du programme CLE visée à l'article 31, en ce compris la non-sélection en qualité d'opérateur de l'accueil en application de l'article 15, § 1^{er}, 1., elle est adressée au plus tard dans les trente jours qui suivent la transmission à la commission d'agrément par la CCA visée à l'article 31, alinéa 2, ou l'adoption par le conseil communal de la proposition de modification du programme CLE visée à l'article 31, alinéa 4. La commission d'agrément rend son avis sur la plainte en même temps que son avis sur la proposition de modification elle-même. L'O.N.E. décide de l'agrément et en informe la commission d'agrément et la commune endéans les trente jours de la réception desdits avis.

Si la plainte porte sur le non-respect du programme CLE ou des dispositions du présent décret autres que celles visées aux alinéas 2 et 3, elle peut être adressée à tout moment. La commission d'agrément transmet son avis sur la plainte au (à la) président(e) de l'O.N.E. endéans les trente jours en se prononçant sur l'opportunité de retirer l'agrément. L'O.N.E. met la commune en demeure par lettre recommandée de se conformer au programme CLE ou aux dispositions du présent décret autres que celles visées aux alinéas 2 et 3 dans un délai qu'il fixe, lequel ne peut être inférieur à dix jours. Si au terme du délai fixé, la commune ne s'y conforme pas, l'O.N.E. retire l'agrément.

CHAPITRE IX. — *Dispositions dérogatoires, transitoires et finales*

Art. 40. La zone géographique visée à l'article 12 peut toutefois dépasser le territoire d'une commune, auquel cas elle est dénommée zone géographique commune. Celle-ci doit relever de plusieurs territoires communaux contigus sans que le nombre de ceux-ci ne puisse être supérieur à trois. Une seule CCA est constituée à cet effet par les communes concernées pour l'ensemble des zones géographiques communes ou non.

La CCA est composée de minimum vingt et maximum quarante-cinq membres, selon les modalités de répartition et de désignation prévues respectivement à l'article 6, §§ 1^{er} et 2, chacune des communes étant représentée dans chaque composante. Dans ce cas, la CCA est alors convoquée par les communes et la CCA est présidée par le membre d'un des collèges des bourgmestre et échevins ou le membre d'un des conseils communaux désigné par les collèges des bourgmestre et échevins pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire ou par la personne qu'ils désignent à cet effet.

Chaque conseil communal adopte la même proposition de programme CLE pour la zone géographique commune et il est précisé la commune chargée de recevoir les moyens attribués en application des articles 34 à 37. Chaque commune transmet la proposition de programme CLE conformément à l'article 11, en indiquant qu'il s'agit d'une zone géographique commune et les communes concernées.

La commission d'agrément et l'O.N.E. transmettent à chaque commune les documents visés ou découlant des articles 23, 24, 28, 31 et 39.

Pour l'application de l'article 34, les communes sont prises en compte comme constituant un seul bénéficiaire.

Le programme CLE est mis en œuvre sous l'égide des communes.

Art. 41. Les responsables d'un projet d'accueil travaillant à la date d'entrée en vigueur du présent décret pour un opérateur de l'accueil pour lequel les dispositions visées à l'article 18 s'appliquent, sont réputé(s) satisfaire à l'article 18.

Néanmoins, ces personnes devront justifier d'une formation continuée de minimum cent heures dans la période de trois ans qui suit l'entrée en vigueur du présent décret. Ladite formation continuée porte sur les contenus de formation visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2.

Art. 42. Le montant visé à l'article 34, alinéa 2, est lié à l'indice des prix à la consommation.

L'indice de départ est celui en vigueur au 1^{er} janvier 2004.

Art. 43. Les subventions d'impulsion, visées à l'article 37, sont dues à une date arrêtée par le Gouvernement et au plus tôt au 1^{er} janvier 2006.

Art. 44. L'application du présent décret, notamment les dispositions visées au chapitre II et au chapitre III, Section II, fait l'objet d'une évaluation par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse à la fin de la cinquième année qui suit la date de son entrée en vigueur. A cet effet, l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse rédige un rapport d'évaluation à destination du Gouvernement et du Parlement de la Communauté française.

Art. 45. Sans préjudice de l'article 43, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

ANNEXE 1^{re}

CANEVAS D'ETAT DES LIEUX

Le modèle d'état des lieux arrêté par le Gouvernement, conformément à l'article 7, comprend au moins les éléments suivants :

1. Informations sur la commune :

- a) Données géographiques;
- b) Données socio-démographiques;
- c) Données socio-économiques;
- d) Equipements;
- e) Ecoles et population scolaire.

2. Modalités d'organisation de l'accueil de l'enfant dans la commune, notamment :

- a) Répartition des compétences du collège échevinal en matière d'enfance;
- b) Coordination des acteurs;
- c) Informations mises à disposition;
- d) Budgets communaux.

3. Description des opérateurs de l'accueil :

- a) Identification des opérateurs de l'accueil;
- b) Types d'activités;
- c) Périodes et horaires;
- d) Lieu, accès et locaux;
- e) Capacité d'accueil, nombre et âge des enfants accueillis;
- f) Coûts pour les personnes qui confient les enfants;
- g) Conditions particulières d'accès;
- h) Projet pédagogique;
- i) Déclaration de garde, autorisation O.N.E., agrément ou reconnaissance;
- j) Composition, qualification et formation du personnel;
- k) Matériel disponible;
- l) Repas et collations.

4. Informations relatives aux besoins et attentes des opérateurs de l'accueil :

- a) Besoins non rencontrés;
- b) Améliorations à apporter;
- c) Partenariats;
- d) Attentes en matière de coordination;
- e) Attentes en matière de formation continuée.

5. Informations relatives aux personnes qui confient les enfants et aux enfants :

- a) Informations générales sur les personnes qui confient les enfants (composition de famille...);
- b) Informations générales sur les enfants (âge, sexe, école, trajets...);
- c) Garde des enfants (périodes scolaires, vacances, types d'activités...);
- d) Budget accueil des familles;
- e) Connaissance des milieux d'accueil;
- f) Attentes des personnes qui confient les enfants;
- g) Attentes des enfants.

Sur la base des informations précitées, une analyse des besoins est articulée au moins sur les points suivants :

1. Potentiel d'accueil;
2. Potentiel d'activités;
3. Plages horaires;
4. Coût;
5. Couverture spatiale;
6. Qualité des services;
7. Taux d'encadrement;
8. Formation du personnel;
9. Matériel;
10. Mobilité et accessibilité;
11. Locaux;
12. Information des parents;
13. Partenariat et coordination.

Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 405-1. — Amendements de Commission, n° 405-2. — Rapport, n° 405-3.

Compte rendu intégral. Discussion et adoption. — Séance du 1^{er} juillet 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3217

[C — 2003/29415]

3 JULI 2003. — Decreet betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet :

1. verstaat men onder « O.N.E. » de « Office de la Naissance et de l'Enfance » in de zin van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " O.N.E. ";
2. verstaat men onder « opvangoperator » elke natuurlijke of rechtspersoon, die niet van een rechtspersoon afhangt en die regelmatig en buiten een privé-kader kinderen opvangt overeenkomstig artikel 2;
3. verstaat men onder « GOC » een gemeentelijke opvangcommissie;
4. verstaat men onder « LCK-programma » een lokaal coördinatieprogramma voor het kind;
5. verstaat men onder « O.N.E. decreet » het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " O.N.E. ";
6. verstaat men onder « Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd » het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd ingesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd;
7. worden de termijnen in dagen van middernacht tot middernacht geteld. De dag van de akte die het begin is van een termijn is niet inbegrepen. De vervaldag is in de termijn inbegrepen. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke verlofdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de volgende werkdag;

Nota's

8. worden de termijnen in jaren van datum tot datum geteld. Als de vervaldag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijk verlofdag is, wordt die naar de volgende werkdag overgedragen.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de opvang tijdens de vrije tijd van de kinderen die de leeftijd hebben om naar de kleuterschool te gaan, die naar de lagere school gaan of tot twaalf jaar, met uitzondering van de wekelijkse periodes waarop onderwijs wordt gegeven. De opvang tijdens de vrije tijd omvat de omkaderde autonome activiteiten en de opvoedende, culturele en sportieve animaties.

Art. 3. De opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd beoogt de volgende doelen :

- zorgen voor een globale ontplooiing van de kinderen door activiteiten van pluridimensionale ontwikkeling te organiseren die aangepast zijn aan hun capaciteiten en hun ritmes;
- zorgen voor de sociale cohesie door de heterogeniteit van het publiek te bevorderen op eenzelfde plaats;
- het familieleven vergemakkelijken en versterken, met name door het familie- en beroepsleven te verenigen, door de personen die de kinderen toevertrouwen, toe te laten hen te laten opvangen voor een bepaalde periode binnen een kwaliteitsvolle opvangstructuur.

Art. 4. De O.N.E. zorgt, wat hem betreft, voor de aanwending van de nadere regels bepaald bij dit decreet of bepaald bij toepassing van dit decreet door de Regering.

Art. 5. De gemeente die het wenst roept een GOC bijeen en richt één of meerdere LCK-programma's op overeenkomstig de bepalingen van dit decreet of bepaald bij toepassing van dit decreet door de Regering.

HOOFDSTUK II. — *De GOC*

Art. 6. § 1. De GOC bestaat uit minstens vijftien en hoogstens vijftientwintig stemgerechtigde werkende leden, onderverdeeld in vijf groepen. Elke groep bestaat uit hetzelfde aantal vertegenwoordigers, onverminderd de afwezigheid van één of meerdere groepen doordat hij (zij) niet bestaan of door zijn (hun) weigering te zetelen, hetzij :

De vertegenwoordigers(sters) van de gemeenteraad waarvan het lid van het college van burgemeester en schepenen of het lid van de gemeenteraad aangesteld door het college van burgemeester en schepenen voor de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

De vertegenwoordigers(sters) van de schoolinrichtingen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die kleuter- of lager onderwijs verstrekken op het gebied van de gemeente;

De vertegenwoordigers(sters) van de personen die de kinderen toevertrouwen;

De vertegenwoordigers(sters) van de opvangoperatoren die werkzaam zijn op het gebied van de gemeente en die zich bij de O.N.E. hebben gemeld krachtens artikel 6 van het O.N.E. decreet behalve als deze operatoren reeds voorkomen in titel 2;

De vertegenwoordigers(sters) van de diensten, verenigingen of instellingen die erkend zijn door of aangesloten zijn bij een organisatie of federatie erkend bij of krachtens decreets- of reglementsbevestigingen van de Franse Gemeenschap ander dan die van het O.N.E. decreet.

Binnen de GOC zetelen eveneens met een raadgevende stem :

- de in artikel 17 bedoelde coördinator(trice) van de opvang die voor het secretariaat instaat;
- een vertegenwoordiger(ster) van de provincie waartoe de gemeente of de Franse Gemeenschapscommissie behoort, voorzover deze hun vertegenwoordiger(ster) aangesteld hebben;
- een coördinator(trice) uit de opvangomgeving die aangesteld is door de algemeen bestuurder(ster) van de O.N.E.;
- elke persoon uitgenodigd door de GOC.

§ 2. De nadere regels voor de aanstelling van de werkende leden van de GOC worden bepaald door de Regering.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger aangesteld volgens dezelfde nadere regels. Het plaatsvervangend lid zetelt wanneer het werkend lid dat hij vervangt verhinderd is. Telkens als hij verhinderd is, vraagt het werkend lid aan zijn plaatsvervanger te zetelen. Als het werkend lid ontslag indient voor het verstrijken van zijn mandaat beëindigt het plaatsvervangend lid het lopende mandaat.

§ 3. De GOC wordt voorgezeten door het lid van het college van burgemeesters en schepenen of het lid van de gemeenteraad aangesteld door het college van burgemeester en schepenen voor de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en voor de ondersteuning van de buitenschoolse opvang of door de persoon die hij daartoe bemachtigt.

§ 4. De GOC stelt bij absolute meerderheid zijn huishoudelijk reglement vast, dat de nadere regels voor de werking bepaalt, met name :

- de oproepingswijzen en -termijnen,
- de beraadslagingsprocedures,
- de mogelijkheid ondercommissies op te richten.

De beraadslagingsprocedures kunnen evenwel niet maken dat een beslissing genomen wordt als die niet ten minste de absolute meerderheid van de stemmen binnen de GOC haalt.

Na de in artikel 21 bedoelde goedkeuringscommissie ervan op de hoogte te hebben gebracht, roept de gemeente de eerste vergadering op van de GOC alsmede de volgende vergaderingen tot het huishoudelijk reglement aangenomen is.

De GOC komt minstens twee keer per jaar bijeen.

Art. 7. De gemeente voert een plaatsbeschrijving uit of laat die uitvoeren. Deze bevat een analyse van de behoeften overeenkomstig het model vastgelegd door de Regering op voorstel van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, dat zich baseert op het model opgenomen in bijlage 1. De opstelling van deze plaatsbeschrijving wordt gecoördineerd door de coördinator(trice) voor de opvang bepaald in artikel 17.

De GOC onderzoekt die plaatsbeschrijving en stelt, in voorkomend geval, de wijzigingen voor die zij nuttig acht.

De gemeente brengt een kopie van de plaatsbeschrijving, in voorkomend geval gewijzigd, over aan het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd ten laatste honderd vijftig dagen na de eerste vergadering van de GOC.

Art. 8. Op basis van de plaatsbeschrijving stelt de gemeente één of meerder voorstellen van een LCK-programma op, die minstens de in artikel 15, § 1, bedoelde punten bepalen, ten laatste honderd vijftig dagen na het indienen van de plaatsbeschrijving bij het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd.

Art. 9. Het (de) voorstel(len) van LCK-programma bedoeld in artikel 8 wordt(den) aan de GOC overgebracht. Deze laatste mag wijzigingen voorstellen.

De LCK brengt het (de) voorstel(len) van het GOC -programma, zoals eventueel gewijzigd, binnen de zestig dagen aan de gemeente over.

Elk voorstel van LCK-programma, bedoeld in het vorig lid, bevat de eventuele minderheidsnota's die schriftelijk een verschil of verdeeldheid formaliseren uitgedrukt door minstens één lid van de GOC tijdens de zitting.

Art. 10. Ten laatste op de tweede vergadering van de gemeenteraad volgend op de verstrijking bedoeld in artikel 9, lid 2, geeft de gemeenteraad zijn beslissing weer betreffende het (de) voorstel(len) van het LCK-programma bedoeld in artikel 9, lid 2.

Art. 11. De gemeente brengt aan de erkenningscommissie bedoeld in artikel 21 het (de) voorstel(len) over van het aangenomen LCK-programma samen met de stukken betreffende zijn(hun) opstelling en dit ten laatste binnen de vijftien dagen volgend op zijn(hun) aanneming door de gemeenteraad.

HOOFDSTUK III. — *Het LCK-programma*

Eerste afdeling. — Algemeen

Art. 12. Het LCK-programma is een programma van lokale coördinatie voor het kind met betrekking tot een bepaalde geografische zone, lokaal georganiseerd, dat een erkenning verkregen heeft, ingericht door de gemeente en dat de ontwikkeling beoogt van bestaande initiatieven en in voorkomend geval van de oprichting van nieuwe initiatieven die een deel of het geheel van de behoeften die voortvloeien uit de plaatsbeschrijving behandelen.

De in lid 1 bedoelde geografische zone dekt maximaal het gebied van de gemeente onverminderd artikel 42.

Art. 13. De activiteiten voor de opvang die deel uitmaken van een LCK-programma zijn prioritair toegankelijk voor de twee categorieën kinderen hierna opgenomen, zonder dat één onder hen bevoorrecht wordt tegenover een ander :

het geheel kinderen dat op het gebied van de gemeente verblijft;

het geheel kinderen dat naar een schoolinrichting gaat georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en opgericht op het gebied van de gemeente.

Een opvangoperator die aan meer dan vijf LCK-programma's deelneemt is niet gehouden de in lid 1 bedoelde bepalingen na te leven.

Art. 14. Het LCK-programma dekt in functie van de plaatselijke behoeften, één of meerdere van de volgende periodes :

- voor en na het schoolgaan;
- op woensdagnamiddag;
- 's weekends;
- tijdens het schoolverlof.

Om de erkenning te behalen, bepaalt het LCK-programma evenwel de nadere regels voor de opvang die bepaald zijn om tijdens de week de periodes na het schoolgaan te dekken tot minstens vijf uur dertig 's avonds.

Afdeling II. — Inhoud van het LCK-programma

Art. 15. § 1. Het LCK-programma bepaalt minstens :

de opvangoperatoren die aan het LCK-programma deelnemen;

de opvangbehoeften die voortvloeien uit de plaatsbeschrijving bedoeld in artikel 7, en die door geen enkel van de in punt 1 bedoelde operatoren in acht genomen zijn. Als het gaat om opvangbehoeften tijdens de week na het schoolgaan tot minstens vijf uur dertig 's avonds vermeldt het LCK-programma waarom geen antwoord gegeven wordt;

de nadere regels voor de medewerking tussen de opvangoperatoren die deelnemen aan het LCK-programma;

de nadere regels voor informatie aan de mogelijke gebruikers over het LCK-programma en inzonderheid wat betreft de concrete organisatie van de opvang van de kinderen;

de nadere regels voor de onderverdeling van de gemeentelijke middelen voor het LCK-programma alsmede de minimale bedragen van deze en de nadere regels voor de onderverdeling van de andere publieke middelen die daaraan toegepast zijn buiten de middelen toegekend door de Franse Gemeenschap. Als de financiële bijdrage van de personen die hun kind toevertrouwen, gemutualiseerd wordt, bepaalt het LCK-programma daarenboven de nadere regels voor de onderverdeling van de middelen die afkomstig zijn van deze, in functie van de opvangactiviteiten, inzonderheid op het aantal opgenomen kinderen en op de duur van de opvang per opvangoperator die aan het LCK-programma deelneemt.

§ 2. Voor elke opvangoperator van de opvang bedoeld in § 1, 1., bepaalt het LCK-programma minstens in bijlage :

het adres van de zetel, zijn rechtsvorm, zijn rekeningnummer en de persoonlijke gegevens van de verantwoordelijke van de inrichtende macht;

het ontwerp van opvang;

de erkenningen of toelatingen verkregen door of krachtens een decreets- of reglements-bepaling van de Franse Gemeenschap of de aansluiting bij een organisatie of federatie erkend door of krachtens een decreets- of reglements-bepaling van de Franse Gemeenschap;

de plaatsen waar de kinderen kunnen worden opgevangen;

in voorkomend geval, de wijzen, met inbegrip van de omkadering en de vermoedelijke verplaatsingsduur.

Het aanbod en de activiteiten van de opvang per plaats en per periode gedurende welke de kinderen opgevangen worden, door de bestaande activiteiten te onderscheiden die reeds opgenomen zijn in de plaatsbeschrijving bepaald in artikel 7 van de nieuwe activiteiten die in voorkomend geval georganiseerd zijn of gaan zijn om geheel of gedeeltelijk de opvangbehoeften die voortvloeien uit deze plaatsbeschrijving tegemoet te gaan;

Het omkaderingscijfer per opvangplaats;

De kwalificatie van het personeel per opvangplaats;

De bedragen van de financiële bijdragen van de personen die de kinderen toevertrouwen per opvangactiviteit, vastgesteld overeenkomstig artikel 32 en het bedrag van de subsidies geïnd door de opvangoperator voor de in 6 bedoelde activiteiten;

In voorkomend geval, een aanvraag om erkenning bij toepassing van artikel 27.

De punten 2., 3., 4. en 6. maken geheel deel uit van het LCK-programma.

De verplaatsing die voorafgaat of die onmiddellijk de wekelijkse periodes volgt die door het onderwijs bezet zijn en die het vervoer van de kinderen van of naar een opvangplaats beoogt, met uitzondering van die van of naar de woonplaats, kan slechts georganiseerd worden op het gebied van de geografische zone van het LCK-programma en is passend omkaderd en van een maximale duur door de Regering bepaald.

De persoon die het kind toevertrouwt kan evenwel toelaten dat afgeweken wordt van de maximale duur krachtens lid 2.

*HOOFDSTUK IV. — De kwaliteit binnen het LCK-programma**Eerste afdeling. — Omkadering*

Art. 16. § 1. De opvangoperator die aan het LCK-programma deelneemt, garandeert de aanwezigheid van een verantwoordelijke voor het opvangproject, die eveneens een ambt van opvanger(ster) kan vervullen.

Door een omkadering te verzekeren die minstens gelijk is aan diegene die hij het voorafgaande jaar vervulde, zorgt de operator die deelneemt aan het LCK-programma minstens voor de aanwezigheid van :

een opvanger(ster) per aangevatte schijf van achttien kinderen als de opvangperiodes minstens drie opeenvolgende uren bedragen of volgen op de lesuren tot zeven uur 's avonds;

een opvanger(ster) per aangevatte schijf van acht kinderen als de kinderen minder dan zes jaar zijn en de opvangperiodes meer dan drie opeenvolgende uren bedragen;

een opvanger(ster) per aangevatte schijf van twaalf kinderen als de kinderen zes jaar of meer zijn en de opvangperiodes meer dan drie opeenvolgende uren bedragen.

Lid 2 is niet van toepassing op de opvangoperatoren die niet erkend zijn krachtens dit decreet, maar die erkend of toegelaten zijn of die aangesloten zijn bij een organisatie of federatie erkend door of krachtens een andere decreets- of reglements-bepaling van de Franse Gemeenschap.

Lid 2 is evenwel van toepassing op de opvangoperatoren die schoolinrichtingen zijn, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de organisaties voor permanente opvoeding erkend krachtens het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders.

In aanwezigheid van meer dan zes kinderen zorgt elke opvangoperator voor zijn opvangplaatsen voor de aanwezigheid van minstens twee volwassenen of het feit dat een tweede volwassene aanwezig mag zijn in een redelijke termijn van tussenkomst.

§ 2. Elke opvangplaats binnen het LCK-programma is omkaderd door een verantwoordelijke voor het opvangproject onder de verantwoordelijkheid van de opvangoperator. Eenzelfde verantwoordelijke kan meerdere verschillende vestigingen van een opvangoperator omkaderen die aan het LCK-programma deelneemt.

In naleving van de in artikel 3 vooropgestelde doelen wordt de verantwoordelijke van het project minstens belast met de opvolg van de opvang(sters), met de organisatie van het overleg van de opvangploeg, met het informeren van de kinderen en van de personen die het kind toevertrouwen, met het plannen van de dagdagelijkse activiteiten, met inbegrip van hun omkadering.

§ 3. In naleving van de in artikel 3 vooropgestelde doelen staan de opvang(sters) binnen het LCK-programma gewoonlijk voor de opvang van de kinderen, de animatie en de omkadering van de activiteiten, de opvolg van de contacten met de personen die hen toevertrouwen.

Art. 17. Elk LCK-programma wordt voorbereid, toegepast en geëvalueerd met de ondersteuning van minstens één coördinator of coördinatrice van de opvang aangesteld door de gemeente of, in voorkomend geval, door meerdere gemeentes of nog door een geconventioneerde v.z.w., op voorwaarde dat deze overeenkomst in haar lastenboek vermeldt dat de coördinatieopdrachten die behoren tot de gemeente bij toepassing van dit decreet aan deze v.z.w. toegekend worden.

In naleving van de doelen vooropgesteld in artikel 3 zijn de opdrachten van de opvangcoördinator(trice) inzonderheid :

de realisatie van de plaatsbeschrijving coördineren overeenkomstig artikel 7;

voor de band met alle opvangoperatoren en hun verantwoordelijken van het opvangproject zorgen;

voor de band met alle personen betrokken met het kindweldzijn in de sport-, culturele, en jeugdsector en in de sector van de permanente opvoeding zorgen;

voor de band met de betrokken bevolking zorgen;

partnerwerk promoten;

het lid van het college van burgemeester en schepenen of het lid van de gemeenteraad aangesteld door het college van burgemeester en schepenen helpen voor de coördinatie van de opvang van de kinderen te zorgen tijdens hun vrije tijd en voor de ondersteuning van de buitenschoolse opvang zorgen onder de verantwoordelijkheid van de school en steun te verlenen bij het opmaken van de voorstellen van het opstellen van het LCK-programma bedoeld in artikel 8 en van het (de) voorstel(len) tot wijziging van het LCK-programma bedoeld in artikel 31 en voorstellen maken met het oog op een coherente en globale lokale opvangpolitiek die bereikbaar is door alle kinderen;

instaan voor het secretariaat van de GOC('s) waarvan hij deel uitmaakt.

Afdeling II. — Personeelsvorming

Art. 18. Binnen het LCK-programma worden de kinderen die door opvangoperatoren zijn opgevangen, omkaderd door bevoegd personeel. Onder bevoegd personeel verstaat men :

De ontvangers(sters) die een initiële vorming gevolgd hebben die hen minstens basisnoties geven in de volgende domeinen :

kennis van het kind en zijn algemene ontwikkeling;

capaciteit de partners van het kind waaronder de personen die het kind toevertrouwen adequaat in overweging te nemen;

definitie van de rol van de ontvanger(ster) en van de omgeving van opvang;

theoretische en praktische kennis van de noties zoals het kind en de groep, de interculturele dimensie, de hulpvoorziening en de tenlasteneming tegenover mishandeling, de types activiteiten, de animatietechnieken en EHBO.

De lijst van de studiebewijzen, diploma's, getuigschriften of brevetten die getuigen dat deze basisvorming plaatsgenomen heeft, wordt aangenomen door de Regering.

De verantwoordelijken van het project van opvang binnen het LCK-programma hebben een initiële vorming gevolgd die hen basisnoties geven die hen toelaten minstens in staat te zijn :

een project van opvang op te stellen met hun ploeg;

de externe middelen te mobiliseren en een netwerk op te richten met andere opvangomgevingen;

de interne organisatie van de opvangomgeving te bedenken in functie van zijn opvangproject;

concrete nadere regels te bedenken voor de contacten met de personen die de kinderen toevertrouwen;

de vorming van eventuele stagiairs te begeleiden;

voor de ploegdirectie te zorgen;

het project te beheren, met inbegrip van zijn administratieve en financiële dimensie.

De lijst van de studiebewijzen, diploma's, getuigschriften of brevetten die getuigen van deze vorming, wordt vastgesteld door de Regering.

De punten 1 en 2 van lid 1 zijn niet van toepassing op de opvangoperatoren die niet erkend zijn krachtens dit decreet, maar die erkend of toegelaten zijn of die aangesloten zijn bij een organisatie of federatie erkend door of krachtens een andere decreets- of reglementsbeveling van de Franse Gemeenschap.

De punten 1. en 2. van lid 1 zijn evenwel ook van toepassing op de opvangoperatoren die schoolinrichtingen zijn, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en organisaties voor permanente vorming erkend krachtens het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders.

Art. 19. In afwijking van artikel 18 worden de opvangsters) die niet over één van de studiebewijzen, diploma's, getuigschriften of brevetten beschikken, die getuigen van de vormingen bedoeld in artikel 18, geacht te voldoen aan datzelfde artikel voor een enige duur van drie jaar. Tijdens deze duur zullen ze een voortgezette vorming van minstens honderd uur moeten volgen. Deze voortgezette vorming handelt over de inhouden van de vorming bedoeld in artikel 18, lid 1, 1.

Voor de toepassing van dit decreet worden de personen die een ambt van verantwoordelijke van opvangproject hebben vervuld en die een nuttige ervaring genieten van minstens drie jaren bewezen door de O.N.E. in dat ambt, gelijkgesteld met het personeel dat drager is van een studiebewijs, diploma, getuigschrift of brevet bedoeld in artikel 18, lid 1, 2.

Deze personen zullen evenwel een voortgezette vorming van minimaal honderd uur volgen in de periode van drie jaar volgend op hun gelijkstelling in de zin van lid 2. Deze vorming zal handelen over de basisnoties bedoeld in artikel 18, lid 1, 2.

Art. 20. De opvangsters) en verantwoordelijken van het opvangproject binnen het LCK-programma volgen tijdens hun loopbaan en per periode van drie jaar een voortgezette vorming van minimaal vijftig uur.

Minstens om de drie jaar stelt de Regering een programma vast van voortgezette vorming op de voordracht van de O.N.E.. De O.N.E. brengt zijn voorstel ten laatste voor 30 april over aan de Regering.

Dat programma handelt over het grondig bekijken van de basisnoties die verwerkt zijn tijdens de initiële vorming bedoeld in artikel 18, namelijk de oprichting van het opvangproject, de rol van de opvangster), de omkadering van de kinderen, de evolutie van de pedagogische praktijken.

Het in praktijk brengen van het programma wordt toevertrouwd aan de volgende vormingsoperatoren : de O.N.E., de vormingsinstellingen die daartoe erkend zijn door de Regering volgens de nadere regels bepaald door hem, na advies van de O.N.E., dat binnen de maand gegeven wordt, of de inrichtingen die gemachtigd zijn om de studiebewijzen, diploma's, getuigschriften of brevetten bedoeld in artikel 18 te verlenen.

De uren voortgezette vorming gevolgd door de opvangsters) en de verantwoordelijken voor het opvangproject binnen het LCK-programma in het kader van het vormingsprogramma opgericht door de O.N.E. voor de opvang van de kinderen van minder dan zes jaar worden in rekening genomen in het minimaal aantal uren bedoeld in lid 1.

HOOFDSTUK V. — *Erkenning*

Eerste afdeling. — Erkenningscommissie

Art. 21. Voor het geheel van de Franse Gemeenschap wordt een erkenningscommissie opgericht belast met het verlenen van adviezen over de aanvragen om erkenning van de LCK-programma's en van de opvangoperatoren, de aanvragen om wijziging van de LCK-programma's alsmede de klachten te behandelen.

Art. 22. De erkenningscommissie is als volgt opgesteld :

- de algemeen bestuurder(ster) van de O.N.E. of zijn(haar) vertegenwoordiger(ster);
 - de coördinator(trice) van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, of zijn (haar) vertegenwoordiger(ster);
 - een vertegenwoordiger(ster) van de « Union des villes et communes de Wallonie » en een vertegenwoordiger(ster) van de « Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale »;
 - de voorzitter(ster) en de ondervoorzitter(ster) van de algemene raad voor basisonderwijs bedoeld in artikel 21 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen of hun vertegenwoordiger(ster);
 - een vertegenwoordiger(ster) van de opvangoperatoren in het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger(ster) van de opvangoperatoren in het Brussels Gewest, aangesteld door de representatieve unies en federaties van de opvangoperatoren uit de sector van de opvang van kinderen;
 - een vertegenwoordiger(ster) van de diensten, verenigingen of instellingen die erkend zijn door of aangesloten zijn bij een organisatie of federatie erkend door of krachtens decreets- of reglementsbevestigingen van de Franse Gemeenschap ander dan die van het O.N.E. decreet, aangesteld door de federaties ambtenaren van de sport- en de socioculturele sector;
 - een vertegenwoordiger(ster) aangesteld door de instellingen die de werknemers van de publieke sector vertegenwoordigt en van een vertegenwoordiger(ster) die de werknemers van de privésector vertegenwoordigt;
 - een vertegenwoordiger(ster) aangesteld door de Franstalige Jeugdraad;
 - een deskundige aangesteld door de Minister van Kinderwelzijn.
- De commissie wordt voorgezeten door de algemeen bestuurder(ster) van de O.N.E.. In zijn (haar) afwezigheid zij zijn vertegenwoordiger(ster) de zitting voor.

De diensten van de commissie worden geleid onder het gezag van zijn(haar) voorzitter(ster) door een vaste secretaris(esse) aangesteld door de Regering. De vaste secretaris(esse) neemt deel aan de werken van de erkenningscommissie.

De Regering stelt het kader, het statuut, de bezoldiging, de vergoedingen en de bepalingen vast met betrekking tot de aanwerving, de benoeming en de promotie van het personeel van de Commissie.

De aanwerving zal gebeuren door publieke oproep, preselectie en extern klassement.

Onverminderd de leden 3 en 4 wordt de commissie bijgestaan, inzonderheid in de administratieve voorbereiding van de dossiers en wat betreft het secretariaat, door de diensten van de O.N.E.. Zij houdt alle audits die zij nodig acht.

De commissie beraadslaagt bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van de voorzitzer beslissend. Minderheidsnota's kunnen gevoegd worden aan de deliberatie door schriftelijk een meningsverschil of onenigheid te melden, uitgedrukt door minstens één lid van de erkenningscommissie in zitting.

De leden bedoeld in lid 1, 3., 4., 5., 6., 7., 8. en 10. krijgen presentiegeld per zitting op de erkenningscommissie, waarvan het bedrag vastgelegd wordt door de Regering. Het presentiegeld dekt de werkzaamheden naast de zittingen.

Diezelfde leden hebben recht op de terugbetaling van de verplaatsings- en verblijfskosten voor hun deelname aan de vergaderingen van de commissie, binnen de voorwaarden en volgens het tarief vastgelegd door de van toepassing zijnde reglementering op de personeelsleden van de ministeries. Zij worden daartoe gelijkgesteld met de personeelsleden van de ministeries die houder zijn van een graad van rang 12.

De Regering legt het huishoudelijk reglement vast van de commissie op de voordracht van deze.

Afdeling II. — Erkenning van het LCK-programma

Art. 23. Binnen de negentig dagen volgend op de ontvangst van het voorstel van het LCK-programma, bedoeld in artikel 11, en de stukken betreffende zijn oprichting, brengt de erkenningscommissie die over aan de voorzitter(ster) van de O.N.E. samen met een bericht over de conformiteit van de inhoud bedoeld in artikel 15, van dat voorstel met dit decreet en met de elementen van de plaatsbeschrijving.

Wanneer het voorstel van LCK-programma evenwel voor de eerste keer nagekeken wordt, stuurt de erkenningscommissie dat voorstel naar de gemeente en deelt haar opmerkingen mee als het advies negatief is.

Deze wijzigt het voorstel van het LCK-programma binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum van opsturing en brengt het samen met de stukken betreffende de wijziging over aan de erkenningscommissie. De gemeente vraagt daartoe de GOC om advies over elk wijzigingsvoorstel. De GOC geeft zijn advies, in voorkomend geval samen met één of meerdere minderheidsnota's, binnen de dertig dagen aan de burgemeester.

De erkenningscommissie beschikt over een termijn van zestig dagen vanaf de datum van ontvangst van de wijzigingen om haar advies samen met de retroacten te geven aan de voorzitter(ster) van de O.N.E.

Art. 24. Binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van het advies van de erkenningscommissie, deelt de O.N.E. zijn beslissing mee wat betreft de erkenning voor de gemeente en de erkenningscommissie.

Als de O.N.E. de erkenning weigert, vermeldt hij aan de gemeente welke stappen opnieuw moeten worden gestart.

Art. 25. De erkenning is geldig voor een periode van vijf jaar onder voorbehoud van artikel 28. Zij is hernieuwbaar overeenkomstig artikel 26.

Art. 26. Ten laatste één jaar voor het einde van de erkenningsperiode roept de gemeente de GOC samen met het oog op het aannemen van een nieuw LCK-programma.

Afdeling III. — Erkenning van de opvangoperatoren

Art. 27. Een bepaalde opvangoperator binnen een LCK-programma die instaat voor de opvang van kinderen tijdens minstens twee uur per activiteitendag gepland tijdens de weken les en/of tijdens minstens 4 uur per dag activiteiten geprogrammeerd tijdens het weekend of de periodes schoolverlof, kan gevraagd worden om erkend te worden. De O.N.E. erkent hem na nagekeken te hebben of hij de in de in dit decreet vermelde bepalingen naleeft en na erkenning van het LCK-programma dat hem betreft. De erkenning betreft de inhoud van de bijlage bedoeld in artikel 15, § 2, die deze opvangoperator betreft.

Als deze operator erkend, toegelaten of aangesloten is bij een organisatie of federatie die erkend is door of krachtens een andere decreets- of reglementsbevestiging van de Franse Gemeenschap, erkent de O.N.E. hem daarenboven na te hebben nagekeken of de in artikel 15, § 2, bedoelde bijlage handelt over een project van opvang, een voorstel van opvang en specifieke activiteiten die geen betrekking hebben tot de voornoemde erkenning of de toelating en de opvangoperator een aparte boekhouding houdt die eigen is aan het project waarvoor hij een erkenning aanvraagt in het kader van dit decreet.

Wanneer de aanvraag om erkenning van een door het LCK-programma bepaalde nieuwe opvangoperator of van een opvangoperator komt, die voorstelt om de behoeften van opvang bedoeld in artikel 15, § 1, 2., te in acht te nemen, wordt een wijziging van het LCK-programma ingediend volgens de procedure bedoeld in artikel 31. Deze wijziging betreft punt 2 en, in voorkomend geval, de punten 1., 3., 4. en 5. van artikel 15, § 1, en de toevoeging of de wijziging van een bijlage, zoals bedoeld in artikel 15, § 2, lid 1, betreffende deze opvangoperator. Na erkenning van het LCK-programma zoals gewijzigd, erkent de O.N.E. de opvangoperator na te hebben nagekeken of hij de bij dit decreet bepaalde nadere regels naleeft.

Voor de toepassing van lid 1 tot 3 kan de erkenning slechts aan een privé-rechtspersoon toegekend worden als die een vennootschap zonder winstoogmerk is.

Afdeling IV. — Intrekking van het LCK-programma

Art. 28. Als het LCK-programma of dit decreet niet nageleefd worden, na advies van de erkenningscommissie gegeven uit initiatief of binnen de termijn bepaald door de O.N.E., als deze de vertegenwoordiger(ster) van de gemeente gehoord heeft, stelt de O.N.E. de gemeente in gebreke per aangetekende brief om die na te leven binnen een termijn die hij bepaalt en die niet minder dan zestig dagen mag bedragen.

Als op het einde van de vastgestelde termijn de gemeente het LCK-programma of dit decreet niet volgt, heft de O.N.E. de subsidies op die bedoeld zijn in artikel 34 tot wanneer ze conform zijn met het LCK-programma of met dit decreet of trekt hij de erkenning in. De subsidies zijn niet verschuldigd voor de periode van opheffing.

De intrekking van de erkenning van een opvangoperator kan niet aanleiding geven tot een intrekking van de erkenning van het LCK-programma.

Afdeling V. — Intrekking van de erkenning van een opvangoperator

Art. 29. Als een opvangoperator niet meer voldoet aan de bepalingen bedoeld bij dit decreet en hij gehoord is door de erkenningscommissie, stelt de O.N.E. hem in gebreke per aangetekende brief om die na te leven binnen een termijn die hij bepaalt en die niet minder dan tien dagen en meer dan 75 dagen mag bedragen, verlengbaar op de uitdrukkelijk door de opvangoperator gemotiveerde aanvraag.

Als op het einde van de vastgestelde termijn de opvangoperator de ingebrekestelling niet naleeft, heft de O.N.E. de subsidies op bepaald in de artikelen 35 tot 37 tot ze conform worden of trekt hij de erkenning in. De subsidies zijn niet verschuldigd voor de periode van opheffing.

Afdeling VI. — Evaluatie en wijziging van het LCK-programma

Art. 30. Twee jaar na de erkenning van het LCK-programma en twee jaar na de eerste evaluatie gaat de gemeente een evaluatieverslag maken of laten maken betreffende het LCK-programma. Dit verslag wordt overgebracht aan de GOC die in voorkomend geval de door hem nuttig geachte wijzigingen voorstelt.

De gemeente brengt het evaluatieverslag, in voorkomend geval gewijzigd, over aan de erkenningscommissie.

Art. 31. Eens het LCK-programma erkend is, kan het gewijzigd worden op voorstel van de gemeente.

Dat voorstel tot wijziging wordt aan de GOC onderworpen als die acht dat geen enkele wijziging aan het onderworpen voorstel moet worden aangebracht, brengt die over aan de erkenningscommissie ten laatste binnen de tien dagen volgend op het nakijken van de wijzigingen, in voorkomend geval samengaand met één of meerdere minderheidsnota's.

Als de GOC wijzigingen wenst voor te stellen, worden deze, in voorkomend geval samengaand met één of meerdere minderheidsnota's, binnen de dertig dagen aan de burgemeester overgebracht.

Ten laatste op de tweede vergadering van de gemeenteraad volgend op de overdracht bepaald in vorig lid, neemt de gemeenteraad zijn beslissing betreffende die wijzigingen. De gemeente brengt aan de erkenningscommissie het voorstel over van de wijziging van het LCK-programma samen met de stukken betreffende zijn opstelling en dit ten laatste binnen de vijftien werkdagen volgend op de aanneming van het voorstel van LCK-programma door de gemeenteraad.

Binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van het voorstel van wijziging en van de stukken betreffende zijn opstelling op de erkenningscommissie, brengt ze deze over aan de voorzitter(ster) van de O.N.E. samen met haar advies wat betreft de conformiteit van het betrokken voorstel met dit decreet en de overeenstemming ervan met de elementen van de plaatsbeschrijving. De O.N.E. beslist over de erkenning en informeert de erkenningscommissie en de gemeente ervan binnen de dertig dagen van ontvangst van dat advies.

HOOFDSTUK VI. — *Financiële bijdrage van de personen die hun kinderen toevertrouwen in het kader van het LCK-programma*

Art. 32. De bedragen van de financiële bijdrage van de personen die hun kinderen toevertrouwen, worden bepaald door elke opvangoperator die deelneemt aan het LCK-programma door de principes van de vorige leden na te leven, onverminderd de bedragen genomen bij toepassing van artikel 5, 4°, van het O.N.E. decreet.

Geen enkel onderscheid in de gevraagde financiële bijdrage kan gemaakt worden op basis van de verblijf- of woonplaats van de kinderen of van die van de personen die hen toevertrouwen wanneer zij verblijven of woonachtig zijn in andere gemeentes.

De activiteit mag gratis zijn. Wanneer de activiteit betalend is, mogen de opvangoperatoren die aan het LCK-programma deelnemen korting geven, met name aan de kroostrijke gezinnen en de gezinnen met lage inkomsten. Zij informeren de personen die de kinderen toevertrouwen over de gevraagde bedragen en de toegepaste korting.

De bedragen van de gevraagde financiële bijdrage kunnen niet hoger zijn dan een bedrag bepaald bij de Regering voor een opvang van minder dan drie uur per dag.

HOOFDSTUK VII. — *Financiering van de LCK-programma's en van de opvangoperatoren door de Franse Gemeenschap*

Eerste afdeling. — Vorming

Art. 33. Overeenkomstig de bepalingen van de Regering worden subsidies door de O.N.E. toegekend aan de vormingsinrichtingen erkend overeenkomstig artikel 20, lid 4, met het oog op de toepassing van het programma van voortgezette vormingen bedoeld in artikel 20.

Afdeling II. — Coördinatiesubsidies binnen de LCK-programma's

Art. 34. Elke gemeente geniet, van bij de eerste vergadering van de GOC, een jaarlijkse forfaitaire coördinatie-subsidie bestemd voor de bezoldiging van de coördinator(trice) van de coördinator(trice) voor opvang alsmede voor zijn werkingskosten, inzonderheid op de verzendings- en vervoerkosten, alsmede kosten voor de aankoop van klein materiaal.

Deze subsidie bedraagt negentienduizend euro. Voor de gemeentes van meer dan vierduizend kinderen tussen drie en twaalf jaar die woonachtig zijn op hun gebied, wordt de subsidie vermeerderd met negentienduizend euro per aangevatte schijf van tweeduizend kinderen, ten belope van maximaal drie schijven. Voor de gemeentes met 2 000 à 3 999 kinderen in totaal wordt deze subsidie vermeerderd met 1.000 euro.

Wanneer de coördinatieopdracht aan een vzw wordt toevertrouwd overeenkomstig artikel 17, lid 1, wordt de jaarlijkse coördinatiesubsidie bedoeld in lid 1 van dit artikel gestort op de rekening van deze v.z.w.

Als het jaarlijks aantal vergaderingen bedoeld in artikel 6, § 4, lid 4, niet wordt eerbiedigd, als de oprichtingstermijnen van het LCK-programma bedoeld bij hoofdstuk II en hoofdstuk V, afdeling II niet eerbiedigd worden, als het LCK-programma niet erkend is op het einde van de erkenningsprocedure of als de erkenning ingetrokken wordt, is deze subsidie niet meer verschuldigd en moet ze in voorkomend geval pro tempore terugbetaald worden binnen de drie maanden volgend op de niet-eerbiediging van het aantal jaarlijkse vergaderingen van de GOC of van een termijn, houdende rekening met het feit dat de weigering of de intrekking van de erkenning van het LCK-programma verschuldigd blijven.

Afdeling III. — Subsidies voor de opvangoperatoren

Eerste onderafdeling. — Werking

Art. 35. De forfaitaire werkingssubsidies dragen bij tot de financiering van de opvangoperatoren erkend krachtens dit decreet en die periodes dekken na het schoolgaan tot minstens vijf uur dertig 's avonds. Deze subsidies zijn bestemd voor de werkingskosten alsmede voor de aanwervingskosten van personeel bedoeld bij artikel 16, §§ 2 en 3.

Deze forfaitaire werkingssubsidies zijn verschuldigd zodra de opvangoperator zijn erkenning heeft en worden gestort op het einde van elk boekhoudkundig trimester van de O.N.E..

De forfaitaire werkingssubsidie wordt door de O.N.E. berekend op basis van het aantal kinderen dat per dag opvangactiviteiten volgt gedurende de periodes bedoeld in lid 1. Dat aantal wordt op eer eensluidend verklaard door de opvangoperator en wordt aan de O.N.E. overgebracht. In dat aantal worden geen kinderen gerekend die in rekening genomen zijn voor de toekenning van de subsidies aan de omgevingen van gesubsidieerde opvang krachtens artikel 3 van het O.N.E. decreet.

De O.N.E. informeert de gemeente over het detail van de subsidie toegekend aan elke opvangoperator. De gemeente brengt deze informatie over aan de leden van de GOC.

De Regering bepaalt de praktische en administratieve nadere regels voor de toekenning en de rechtvaardiging alsmede, in naleving van de begrotingsdecreten, het dagelijks forfaitair bedrag per kind van deze subsidie.

Onderafdeling II. — Positieve differentiatie en impuls

Art. 36. § 1. Positieve differentiatiesubsidies worden toegekend aan de opvangoperatoren erkend krachtens dit decreet voor de opvang van kinderen uit minder bedeelde omgevingen op sociaal-economisch vlak georganiseerd gedurende de periodes na de schooluren tot vijf uur dertig 's avonds.

Onder kind uit minder bedeelde sociaal-economische omgevingen verstaat men het kind dat behoort tot een familie-omgeving waarvoor het bedrag van de netto-inkomsten van de persoon(personen) met ouderlijk gezag tegenover het kind lager of gelijk is aan het maximaal bedrag bepaald als minimale maandelijkse gegarandeerde inkomst.

Die subsidies worden gestort op het einde van elk boekhoudkundig trimester van de O.N.E. Ze worden berekend op basis van het aantal kinderen uit minder bedeelde omgevingen op sociaal-economisch vlak dat per dag de opvangactiviteiten volgt gedurende de periodes bedoeld in lid 1.

Deze aantallen zijn op eer eensluidend verklaard door de opvangoperator en worden aan de O.N.E. meegegeeld per opvangplaats. De kinderen in acht genomen voor de toekenning van subsidies aan gesubsidieerde opvangomgevingen worden niet opgenomen voor de berekening krachtens artikel 3 van het O.N.E. decreet.

De O.N.E. informeert de gemeente over het detail van de subsidie toegekend aan elke opvangoperator. De gemeente brengt deze informatie over aan de leden van de GOC.

De Regering bepaalt de praktische en administratieve nadere regels voor de toekenning alsmede, in naleving van de begrotingsdecreten, het dagelijks forfaitair bedrag per kind van deze subsidie.

§ 2. De opvangoperatoren die deze positieve differentiatiesubsidies genieten, passen kortingen toe voor de kinderen bedoeld in § 1, lid 2, over de financiële bijdrage van de personen die deze toevertrouwen, die minstens gelijk is aan de helft van het bedrag van de positieve discriminatiesubsidie, geïnd voor hen, onverminderd de andere kortingen toegepast door de opvangoperatoren krachtens artikel 32, lid 3.

Art. 37. Impulssubsidies worden aan de opvangoperator toegekend die erkend is krachtens dit decreet en die nieuwe activiteiten ontwikkelt zoals bepaald in artikel 15, § 2, 6., als aan de volgende twee voorwaarden voldaan is :

die nieuwe activiteiten komen overeen met een prioritaire behoefte van programmatie bepaald door de Regering, gegrond op een plaatsbeschrijving en een onderzoek naar de behoeften binnen de Franse Gemeenschap uitgevoerd door het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd op basis van de plaatsbeschrijvingen overgebracht door de gemeentes overeenkomstig artikel 7;

De erkenningscommissie heeft een positief advies gegeven over de afstemming van deze nieuwe activiteiten op de prioritaire programmatiebelangen bedoeld in 1.

Deze impulssubsidies worden gestort op het einde van het eerste boekhoudkundig trimester van de O.N.E. volgend op de effectieve start van de opvangactiviteiten. Ze zijn verschuldigd voor de eerste vier trimesters werkzaamheden. Ze dekken de werkings- en uitrustingskosten gebonden aan deze nieuwe initiatieven.

Ze worden berekend op basis van het aantal kinderen dat opgevangen kan worden in het kader van de erkenning toegekend aan operatoren.

De O.N.E. informeert de gemeente over het detail van de subsidie toegekend aan elke opvangoperator. De gemeente brengt deze informatie over aan de leden van GOC.

De Regering bepaalt de praktische en administratieve nadere toekenningsregels alsmede, in naleving van de begrotingsdecreten, het forfaitair bedrag van deze subsidie.

HOOFDSTUK VIII. — *Klachten*

Art. 38. Een klacht kan ingediend worden bij de erkenningscommissie door elke rechts- of natuurlijke persoon die van een belang doet blijken. De betrokken GOC wordt door de erkenningscommissie geïnformeerd over het indienen van die klacht en van het resultaat ervan.

Art. 39. De klachten handelen hetzij over het feit niet geselecteerd te worden als opvangoperator bij toepassing van artikel 15, § 1, 1., hetzij op het niet naleven van de procedure van opstelling van het GOC-programma bedoeld bij de artikelen 6 tot 11, hetzij op het niet naleven van de procedure van wijziging van het LCK-programma bedoeld bij artikel 31, hetzij op het niet-naleven van de andere bepalingen van dit decreet of van het LCK-programma.

Als de klacht handelt over het niet-naleven van de procedure van opstelling van het LCK-programma bedoeld bij de artikelen 6 tot 11, met inbegrip van het niet selecteren als opvangoperator bij toepassing van artikel 15, § 1, 1., wordt ze ten laatste opgestuurd binnen de dertig dagen volgend op de aanneming door de gemeenteraad van het voorstel van LCK-programma bedoeld bij artikel 10. De erkenningscommissie geeft aan de voorzitter(ster) van de O.N.E. haar advies over de klacht binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van deze. De O.N.E. maakt zijn beslissing bekend aan de gemeente en aan de erkenningscommissie binnen de dertig dagen van de ontvangst van het advies. Als hij de klacht aanvaard, vermeldt hij de stappen die opnieuw moeten worden gestart.

Als de klacht handelt over het niet-naleven van de procedure van wijziging van het LCK-programma bedoeld bij artikel 31, met inbegrip van het niet-selecteren als opvangoperator bij toepassing van artikel 15, § 1, 1., wordt ze ten laatste geadresseerd binnen de dertig dagen volgend op de mededeling aan de erkenningscommissie door de GOC bedoeld bij artikel 31, lid 2, of de aanneming door de gemeenteraad van het voorstel van wijziging van het LCK-programma bedoeld bij artikel 31, lid 4. De erkenningscommissie geeft haar advies over de klacht weer tegelijkertijd met haar advies over het voorstel van wijziging van deze. De O.N.E. beslist over de erkenning en informeert de erkenningscommissie en de gemeente erover binnen de dertig dagen van ontvangst van de bedoelde adviezen.

Als de klacht handelt over het niet-naleven van het LCK-programma of van de bepalingen van dit decreet ander dan die bedoeld in het 2de en het 3de lid, kan ze op elk moment geadresseerd worden. De erkenningscommissie geeft haar advies over de klacht aan de voorzitter(ster) van de O.N.E. weer binnen de dertig dagen door uitspraak te doen over de gepastheid om de erkenning in te trekken. De O.N.E. stelt de gemeente in gebreke per aangetekende brief om het LCK-programma of de bepalingen van dit decreet na te leven ander dan die bedoeld bij het 2e en 3e lid binnen een vaste termijn, die niet minder dan tien dagen mag bedragen. Als op het einde van de vastgelegde termijn de gemeente die niet naleeft, trekt de O.N.E. de erkenning in.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 40. De geografische zone bedoeld bij artikel 12 kan evenwel het gebied van een gemeente te buiten gaan, in welk geval ze gemeenschappelijke geografische zone genoemd wordt. Deze moet deel uitmaken van meerdere gemeentelijke aangrenzende gebieden zonder dat hun aantal meer dan drie mag bedragen. Slechts één GOC wordt daartoe opgericht door de betrokken gemeentes voor het geheel van de geografische zones die gemeenschappelijk zijn of niet.

De GOC bestaat uit minstens twintig en hoogstens vijfenveertig leden, volgens de verdelings- en aanstellingswijzen bepaald respectievelijk in artikel 6, §§ 1 en 2, rekening houdende met het feit dat elke gemeente in elk onderdeel vertegenwoordigd is. In dat geval wordt de GOC dan opgeroepen door de gemeentes en wordt de GOC voorgezeten door het lid van één van de colleges van burgemeester en schepenen of het lid van één van de gemeenteraden aangesteld door de colleges van burgemeester en schepenen om de coördinatie van de opvang van de kinderen te verzekeren tijdens hun vrije tijd alsmede de ondersteuning van de buitenschoolse opvang of door de persoon die ze daartoe aanstellen.

Elke gemeenteraad neemt hetzelfde voorstel van LCK-programma aan voor de gemeenschappelijke geografische zone en er wordt bepaald welke gemeente belast wordt met het ontvangen van de middelen toegekend krachtens de artikelen 34 tot 37. Elke gemeente brengt het voorstel van LCK-programma door overeenkomstig artikel 11 door te verwijzen dat het gaat om een gemeenschappelijke geografische zone en de betrokken gemeentes.

De erkenningscommissie en de O.N.E. brengen aan elke gemeente de documenten over bedoeld in of die voortvloeien uit de artikelen 23, 24, 28, 31 en 39.

Voor de toepassing van artikel 34 worden de gemeentes in acht genomen als bestaande uit één enkele belanghebbende.

Het LCK-programma wordt uitgevoerd onder het gezag van de gemeentes.

Art. 41. De verantwoordelijken van een project van opvang die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet voor een opvangoperator werken voor wie de in artikel 18 bedoelde bepalingen van toepassing zijn, worden geacht te voldoen aan artikel 18.

Die personen zullen evenwel bewijzen dat ze een voortgezette vorming hebben gevolgd van minimaal honderd uur in de periode van drie jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet. Deze voortgezette vorming handelt over de inhoud van de vormen bedoeld in artikel 18, lid 1, 2.

Art. 42. Het bedrag bedoeld in artikel 34, lid 2, is gebonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De startindex is diegene die van kracht is op 1 januari 2004.

Art. 43. De impulssubsidies bedoeld in artikel 37 zijn verschuldigd op een datum bepaald door de Regering en ten vroegste op 1 januari 2006.

Art. 44. De toepassing van dit decreet, inzonderheid de bepalingen bedoeld in hoofdstuk II en hoofdstuk III, afdeling II, wordt onderworpen aan een evaluatie van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd op het einde van het vijfde jaar volgend op zijn inwerkingtreding. Daartoe stelt het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd een evaluatieverslag op bestemd voor de Regering en het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Art. 45. Onverminderd artikel 43 treedt dit decreet in werking op 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juli 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Documenten van de Raad – Ontwerp van decreet nr. 405-1 — Wijzigingen van de commissie nr. 405-2
Verslag nr. 405-3.

Volledig verslag — Discussie en aanneming — Zitting van 1 juli 2003.